

L'alliance des ténors du transport contre Google

SNCF, RATP, Transdev et BlaBlaCar travaillent en commun sur l'open data.

TRANSPORT Face au géant américain du numérique, ces quatre grands noms du transport français travaillent à une ouverture de leurs données qui préserve leurs intérêts. Un protocole d'accord portant sur la création d'un « entrepôt de données » commun a été signé avant l'été dans la plus grande discrétion.



Les quatre opérateurs veulent centraliser les informations sur leur activité pour contrer les Gafa. Photo Shutterstock

La SNCF, la RATP, Transdev et BlaBlaCar veulent contrer Google sur l'open data

TRANSPORT

Les quatre entreprises préparent dans la plus grande discrétion une base de données commune sur l'offre de transport en France.

Lionel Steinmann
@lionelsteinmann

Face au péril représenté par les géants américains du numérique, plusieurs grands noms du transport français ont décidé de mettre de côté leurs rivalités pour travailler à une mise en commun de leurs données. Selon nos informations, la SNCF, la RATP, Transdev (le groupe de transport public contrôlé par la Caisse des Dépôts) et BlaBlaCar ont signé juste avant l'été un protocole d'accord portant sur la création d'un « data warehouse », littéralement un « entrepôt de données », qui centraliserait les informations des quatre opérateurs sur leur activité, et notamment les horaires théoriques mais aussi en temps réel. Une étude de faisabilité sur le plan technique a été lancée dans la plus grande discrétion. Les résultats devraient être connus cet automne.

Une fois créé, ce « data warehouse » constituerait la plus large base de données existant à ce jour

sur l'offre de transport terrestre en France, mêlant déplacements longue distance et transports urbains, en train, bus, métro ou covoiturage. Chacun des quatre acteurs serait alors libre d'en proposer sa propre exploitation, en montant par exemple un comparateur ou une offre de trajet « sans couture » mêlant différents modes de transport.

Les quatre acteurs ont choisi cette démarche de « coopération » (coopération dans la création du socle de données commun, compétition pour en tirer le meilleur) afin d'assurer l'ouverture de leurs données transport dans des conditions qui ne constituent pas une aubaine pour Google et consorts.

Avec leur projet d'entrepôt de données commun, les principaux acteurs français se mettent en position de pratiquer l'open data tout en préservant leurs intérêts.

Le sujet est crucial pour le secteur. En théorie, la loi Macron impose depuis août 2015 aux entreprises assurant un service public de transport la diffusion dans un « format ouvert » de leurs données. Une



Eric Piernont/AFP



Patrick Kovarik/AFP



Eric Piernont/AFP



Stéphane de Sakutin/AFP

Guillaume Pepy (SNCF), Frédéric Mazella (BlaBlaCar) et Thierry Mallet (Transdev) ont décidé de travailler à une mise en commun de leurs données. Elisabeth Borne, aujourd'hui ministre des Transports, a approuvé l'accord pour la RATP, qu'elle dirigeait à l'époque.

obligation réitérée depuis par la loi Lemaire. Cette politique d'open data vise à favoriser l'innovation et la création de nouveaux services.

Mais les entreprises alertent de longue date sur le fait qu'une mise à disposition non maîtrisée et gratuite profiterait surtout aux Google, Apple, Facebook et Amazon. Déjà en position dominante, les Gafa disposent de la force de frappe financière et technique pour capter à leur profit les richesses représentées par les flux de données et désintermédiaire à terme les opérateurs. Signe des hésitations des pouvoirs

publics, le décret d'application de la disposition contenue dans la loi Macron n'a toujours pas été publié.

Accélérer l'open data dans le secteur

Avec leur projet d'entrepôt de données commun, les principaux acteurs français se mettent en position de pratiquer l'open data tout en préservant leurs intérêts. Le modèle économique envisagé devrait inclure un système mêlant accès gratuit pour les membres et payant pour les Gafa. Ce projet a vocation à être ouvert à d'autres

acteurs, publics ou privés, du transport de voyageurs, ce qui en ferait de facto l'agrégateur des données au niveau national annoncé de longue date par les pouvoirs publics. Le gouvernement suit d'ailleurs de près cette initiative. La ministre des Transports, Elisabeth Borne, était encore à la tête de la RATP lorsque le deal a été noué. Elle souhaite accélérer l'open data dans le secteur et doit s'exprimer sur le sujet lors de la semaine européenne de la mobilité, mi-septembre. Sur le papier, c'est la SNCF qui prend le plus de risques. Avec Voyages-sncf.com (qui

doit devenir OUI.sncf), le portail du groupe est le leader de l'e-tourisme. Le futur entrepôt de données offrira à la RATP, à Transdev ou à certaines jeunes pousses les moyens de bâtir des services concurrents. Le groupe public a manifestement estimé que cette perspective était préférable à une utilisation sans contrepartie de ses données par les géants américains. Il planche sur son propre projet, qui le poserait à moyen terme comme agrégateur des services proposés par d'autres entreprises, assurant un point de facturation unique. ■